

Dans *Un philosophe à l'école*, l'intellectuel engagé Normand Baillargeon nous offre 60 courts textes dans lesquels il apporte un éclairage sur certains des enjeux actuels liés à l'éducation. Les lecteurs assidus de l'édition samedi du journal *Le Devoir* y reconnaîtront quelques-unes des 120 chroniques consacrées à l'éducation que le philosophe et essayiste y a signé depuis le 9 février 2019, date à laquelle il a rejoint l'équipe du quotidien de la rue Berri. Loin de se contenter de seulement formuler des critiques à l'égard du système scolaire existant, le spécialiste des fondements de l'éducation propose dans cet ouvrage de quelques 300 pages bien aérées des pistes de solutions qui, soutient-il parfois avec données à l'appui, pourraient contribuer à l'améliorer.

Devenu bien malgré lui la Cassandra du monde de l'éducation québécois, Normand Baillargeon n'a eu de cesse, depuis son départ fracassant de l'UQAM en 2015, de mettre en lumière la véritable « crise des données probantes » que traverse le milieu des sciences de l'éducation. Reprenant une fois de plus le bâton du pèlerin, Baillargeon allègue qu'un immense fossé s'est creusé « entre ce qu'enseignent la recherche et la psychologie de l'éducation et la pratique préconisée » (p. 154) dans nos facultés d'éducation. De nombreuses recherches crédibles (à tout le moins selon les normes de pratiques, les principes scientifiques et les critères de rigueur méthodologique généralement reconnus) ne seraient pas prises en compte dans les officines ministérielles au moment de la détermination des programmes et des méthodes d'enseignement. Pire, ces mêmes recherches seraient souvent volontairement ignorées par bon nombre de nos chercheurs en éducation qui, faisant preuve d'un esprit anti-scientifique, seraient portés à se camper sur des positions idéologiques. L'essayiste mentionne à titre d'exemple que les conclusions du *Projet Follow Through* – à savoir la plus vaste étude empirique longitudinale rigoureuse portant les méthodes pédagogiques réalisées à l'échelle fédérale aux États-Unis – demeurent à ce jour largement ignorées (quand on n'applique pas ce qui leur est diamétralement opposé). Après avoir fait ce constat plus qu'alarmant, Baillargeon formule une réponse programmatique : il appelle d'abord les personnes en autorité à prendre des décisions fondées sur les meilleures données probantes disponibles. Considérant qu'on peut difficilement améliorer ce qu'on ne mesure pas, il invite ensuite à évaluer d'emblée et constamment les effets de ce qu'on met en place. Pour que l'exercice soit profitable, il faut bien entendu que ces évaluations se fassent à l'abri de la partisanerie politique, idéologique ou commerciale; on énonce là une évidence et pourtant l'histoire récente nous enseigne que dans le drôle de monde qu'est celui de l'éducation c'est bien loin d'aller de soi. Enfin, dans une perspective faillibiliste, il conviendrait d'être constamment disposé à réviser nos analyses et nos pratiques si la situation l'exige, c'est-à-dire si notre savoir évolue.

Le Québec se retrouve aujourd'hui embourbé au milieu d'une grave pénurie d'enseignants résultant notamment du haut taux d'attrition en cours de formation initiale et par la désertion professionnelle galopante. Comment avons-nous pu laisser la situation s'envenimer à ce point alors que cet exode massif du personnel enseignant, certes exacerbé par la pandémie, est connu depuis longtemps? Qu'ont fait les facultés d'éducation, dont la première raison d'être est pourtant de former des enseignants, pour essayer d'enrayer cette tendance lourde? Soucieux, le philosophe appelle de tous ses vœux le lancement d'une vaste enquête, menée auprès des nouveaux finissants, mais aussi des déserteurs de la profession, sur la qualité de la formation offerte dans nos facultés d'éducation. Les a-t-on incités à accepter comme vrais des mythes pédagogiques que la recherche scientifique rigoureuse a discrédités? Leur a-t-on appris comment apprécier le degré de crédibilité et la qualité des recherches en éducation? Leur a-t-on désigné des sources d'information crédibles pouvant être consultées pour éclairer leur jugement sur telle ou telle approche pédagogique? On aura compris que Baillargeon espère un rehaussement significatif de la qualité de la formation des maîtres afin que ceux-ci deviennent « des hussards et hussardes de la République, des enseignants solidement formés tant sur le plan des données probantes et des pratiques qu'elles commandent que sur les plans philosophique et culturel, qui nourrissent un sens profond de la mission de celles et ceux que Bertrand Russell appelait, avec raison, les gardiens de la civilisation » (p. 174).

L'essayiste enfourche un autre de ses chevaux de bataille habituels lorsqu'il appelle à l'abolition du cours *Éthique et culture religieuse* (ECR), désormais acquise, et à son remplacement par un cours d'éducation à la citoyenneté dans lequel on ferait connaître nos institutions politiques, on parlerait de liberté d'expression et de liberté de conscience, on offrirait des ateliers d'éducation à la sexualité, et on transmettrait un socle de connaissances du fait religieux. Ce cours pourrait également servir, nous dit Baillargeon, à favoriser, en ces heures de polarisation accrue, le développement d'une éthique de la discussion, soit une capacité à déployer les vertus intellectuelles que l'art du dialogue commande : l'écoute de la parole de l'autre (le fameux *audi alteram partem* de l'ex-premier ministre Landry), le respect mutuel, ainsi qu'une disposition à réévaluer sa propre position. On pourrait également chercher à susciter chez nos jeunes le développement de la pensée

critique et l'acquisition des habiletés d'autodéfense intellectuelle à l'heure du numérique. Il faudrait toutefois veiller à ce que le cours d'éducation à la citoyenneté ne devienne pas une sorte de cours fourre-tout correspondant aux goûts du jour. À la suite de la politologue Hannah Arendt, le chroniqueur au *Devoir* nous met en effet en garde, dans l'un de ses plus saisissants textes, contre les périls qui nous guettent si l'on fait entrer les polémiques qui dominent le débat politique de la cité dans les écoles et que l'on impose aux enfants de les affronter sans qu'ils possèdent les ressources intellectuelles et émotionnelles que cela demande. Les enfants, arrivés « neufs dans un monde vieux » (p. 45), devraient pouvoir se préparer à la vie adulte et acquérir des connaissances dans un environnement qui serait relativement à l'abri des plus percutants débats sociaux contemporains.

Après avoir prononcé le panégyrique du cours d'éducation à la citoyenneté idéal, l'auteur nous sert un avertissement au sujet d'un grave risque qui accompagne un tel cours : l'endoctrinement, le fait d'utiliser des moyens autres que ce que la raison autorise dans le but d'établir une adhésion inconditionnelle à une doctrine – c'est-à-dire à un système d'idées dont on peut et dont on devrait, dans le cadre d'une véritable éducation, pouvoir débattre – et cela, avec l'intention que les personnes à qui l'on s'adresse s'y tiennent fermement. Nous devons en effet faire preuve d'une continuelle vigilance collective pour que le futur cours *Culture et citoyenneté québécoise*, qui sera implanté à partir de l'automne 2024, ne glisse pas subrepticement – comme ce fut trop souvent le cas avec le cours ECR – de l'*enseignement* à l'*endoctrinement de la jeunesse québécoise*.